

Troisième "paquet" ferroviaire

Le Parlement européen a adopté, le 28 septembre dernier, quatre rapports sur la revitalisation du rail en Europe.

Le rapport du député Gilles Savary (PSE, France), adopté à une large majorité, sur la proposition de directive relative à la certification du personnel de bord assurant la conduite des locomotives, se prononce, notamment ♦ pour l'harmonisation progressive (2007/2015) de la certification des conducteurs de trains qui opèrent sur l'ensemble du réseau européen ♦ pour l'extension de cette harmonisation à tout le personnel de bord à partir de 2009 (au lieu de 2010), en concertation avec les syndicats. Le rapport s'appuie et transpose un accord sectoriel entre partenaires sociaux.

Le rapport de Dick Sterkx (ADLE, Belgique) sur la proposition de règlement relative aux droits et obligations des voyageurs internationaux se prononce, notamment, sur le système de compensation, l'accès des personnes à mobilité réduite, la simplification de la proposition. Il se prononce, également, pour son extension aux passagers des réseaux ferrés nationaux. Le commissaire J. Barrot a promis d'étudier cette proposition, mais elle est jugée incompatible avec le principe de subsidiarité par la CER (Communauté européenne du rail) qui souligne que 90% du trafic est domestique et soumis à une réglementation nationale.

Le rapport de Georg Jarzembowski (PPE, Allemagne) sur la proposition de directive relative au développement du chemin de fer communautaire a été adopté à une majorité étroite et transversale aux groupes politiques. Le vote a confirmé les divergences d'opinion quant à la nécessité et l'urgence de libéraliser le transport de passagers international en 2008 (2010 dans la proposition) et national en 2012. Pour sa part, le commissaire J. Barrot a estimé que "le réalisme politique nous démontre que la libéralisation du transport international de passagers est faisable pour 2010 et pas plus tôt. L'amendement du Parlement visant à ouvrir également le marché des services nationaux ferroviaires est prématuré et non justifié au plan économique".

Suivant le rapport de Robert Zile (UEN, Lettonie), le Parlement a rejeté la proposition de règlement qui aurait contraint les entreprises ferroviaires de fret à verser des compensations financières à leurs clients en cas de non respect des délais de livraison et de leurs obligations ferroviaires. Le commissaire Barrot a indiqué que la Commission étudierait avec le secteur ferroviaire la meilleure façon d'améliorer la qualité du fret "si le Parlement et le Conseil confirment leur opposition à un instrument législatif".

"Mieux légiférer"

Ainsi qu'elle l'avait annoncé en mars 2005, la Commission a adopté, le 27 septembre dernier, une communication sur le "résultat de l'examen des propositions législatives en instance devant le législateur" depuis avant janvier 2004. Sur 183 propositions en instance, elle annonce elle annonce le retrait de 68 qu'elle juge "pas cohérentes avec les objectifs de Lisbonne ou avec les principes relatifs à l'amélioration de la législation, pas assez avancées sur le plan du processus législatif ou [...] ayant perdu leur valeur d'actualité", .../..

Third railway "package"

On 28th September the European Parliament adopted four reports on the revival of railway in Europe.

The report by parliament member Gilles Savary (PSE, France) on the proposal for a directive concerning the licensing of the crew of locomotive engines, which was adopted by a large majority, proclaims, in particular ♦ in favour of a progressive harmonisation (2007/2015) of the licensing of train drivers operating in the whole of the European network ♦ in favour of the extension of this harmonisation to all crew from 2009 (instead of 2010), in consultation with trade unions. The report is based on and transposes a sectoral agreement between social partners.

The report by Dick Sterkx (ADLE, Belgium) on the regulation proposal concerning the rights and obligations of international passengers mentions, in particular, the refund system, accessibility for handicapped people, the simplification of the proposal. It also proclaims in favour of the regulation's extension to national railway networks passengers. Commissioner J. Barrot has promised to examine this proposal, but it is considered to be incompatible with the principle of subsidiarity by the CER (Community of European railways) which stresses that 90% of traffic is national and is under national regulations.

The report by Georg Jarzembowski (EPP, Germany) on the Directive proposal concerning the development of Community railway, was adopted with a narrow and transverse majority across political groups. The vote confirmed divergences of opinion as regards the need and the urgency to liberalise the international passenger transport in 2008 (2010 in the proposal) and the national one in 2012. For his part, Commissioner J. Barrot considered that "political realism shows that the liberalisation of international transport for passengers is feasible from 2010 and not before. The Parliament's amendment aiming at opening the market of national railway services, is premature and economically unjustified".

According to the report by Robert Zile (UEN, Latvia), the Parliament rejected a proposal for a regulation which would have compelled railway freight companies to award financial compensations to their customers in the event of the breach of delivery conditions and of their railways obligations. Commissioner Barrot pointed out that the Commission would, together with the railway sector, examine the best way of improving the quality of freight "if the Parliament and the Council confirm their objection to a legislative tool".

"Better law making"

As announced in March 2005, the Commission adopted, on 27th September, a communication on "the outcome of the examination of legislative proposals pending before the legislator" since January 2004 and before. Of the 183 pending proposals, it announces the withdrawal of 68 which it considers "not coherent with the objectives of Lisbon or with the principles related to the improvement of the legislation, not sufficiently advanced in the legislative process or [...] having lost their topicality". .../..

certaines étant toutefois "susceptibles d'être revues à la lumière d'une étude plus approfondie". La Commission "informe" le Parlement et le Conseil de ce retrait et annonce un nouveau train de retraits.

Le président du Parlement, M. Borrell a indiqué que "les services juridiques sont déjà en train d'étudier les limites des capacités de la Commission de retirer des textes" et estimé que "on ne pourra pas éviter un débat politique", tout en refusant d'anticiper un conflit avec la Commission. Certains Etats membres s'interrogent, également, sur la légitimité de la Commission de supprimer des textes en cours d'examen.

Dans la proposition, certains retraits posent des questions de principe. L'un de ce texte est relatif au statut d'association européenne. S'il est vrai que son examen est pendant depuis quinze ans, plutôt que son retrait, la Commission devrait s'attacher à faire avancer un texte qui intéresse l'ensemble de la société civile européenne.

http://www.europa.eu.int/comm/enterprise/regulation/better_regulation/docs/fr_br_final.pdf

Cour de justice

♦ Par un arrêt du 13 septembre dernier, C-176/03, la Cour annule une décision-cadre (instrument intergouvernemental) du Conseil de l'Union européenne relative à la protection de l'environnement par le droit pénal national, car elle a été adoptée hors du cadre législatif communautaire. On retiendra que la Cour ne conteste pas l'objectif de la décision-cadre de répondre de manière pénale à des infractions particulièrement graves portées à l'environnement. En revanche, les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de la Communauté. Par conséquent, le choix de la base juridique ne doit pas empêcher la mise en place d'une politique communautaire. En l'occurrence, le fondement juridique de la législation aurait dû être l'article 175 CE (procédure de codécision en matière d'environnement), même si la législation pénale ou les règles de procédures pénales ne relèvent pas de la compétence de la Communauté.

♦ Dans deux arrêts du 21 septembre 2005 (T-306/01 et T-315/01), le Tribunal de première instance dit que le droit de l'ONU prime sur le droit communautaire. Même si, en tant que telle, la Communauté n'est pas adhérente à l'ONU, en tant que somme des Etats membres elle est liée par les obligations résultant de la Charte des Nations Unies. Le Tribunal dit aussi que, si, en vertu de la norme impérative du droit international (*jus cogens*), le contrôle des décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies échappe au contrôle juridictionnel du Tribunal, celui-ci, peut contrôler indirectement la légalité du règlement du Conseil européen les mettant en œuvre. En l'occurrence, il dit que dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international, l'Union est compétente pour imposer le gel des fonds de particuliers et que le règlement attaqué ne viole pas les droits fondamentaux des requérants.

Ces deux arrêts sont d'un très grand intérêt et leur importance est, sans doute, comparable à celle des arrêts C-26/62 (Van Gend et Loos) sur le principe d'applicabilité directe et C-6/64 (Costa/ENEL) sur le principe de primauté du droit communautaire. Ils rappellent la hiérarchie du droit (international, communautaire, national) et en précisent les conditions d'application, et l'arrêt de C-176/03 permettra peut-être de générer un droit pénal européen ainsi que le traité constitutionnel en porte les prémises.

However, some are "likely to be re-considered by carrying out a thorough examination". The Commission "informs" the Parliament and the Council of this withdrawal and announces a new series of withdrawals.

The Parliament's president, Mr. Borrell, indicated that "the legal services are already studying the limits of the Commission's powers to withdraw texts" and, considered that "it would not be possible to avoid a political debate", whilst refusing to anticipate a conflict with the Commission. Some Member States also question the legitimacy of the Commission to remove texts that are under examination.

In the proposal, some withdrawals raise questions of principle. One of this text concerns the statute for a European association. Whereas it is true that its examination has been pending for fifteen years, rather than withdrawing it, the Commission should endeavour to advance a text which concerns the whole of the European civil society.

http://www.europa.eu.int/comm/enterprise/regulation/better_regulation/docs/en_br_final.pdf

The Court of Justice

♦ By its judgment C-176/03 of 13th September, the Court cancels a decision-framework (intergovernmental instrument) of the European Union Council concerning the protection of the environment by the national criminal laws, because it was adopted outside the Community's legislative framework. However, one observes that the Court does not dispute the objective of decision-framework to respond by criminal law to particularly serious infringements against the environment. Nevertheless the requirements for environmental protection must be integrated in the definition and the implementation of Community's policies and actions. Consequently, the choice for a legal base should not prevent the setting up of a Community policy. Hence, the legal basis for the legislation should have been article 175 EC (co-decision procedure on environment), even if criminal law or the rules of criminal law procedures do not fall under the responsibility of the Community.

♦ In both judgements of 21st September 2005 (T-306/01 and T-315/01), the Court of first instance rules that the UNO's law takes precedence over the Community's legislation. Though the Community as such, is not a member of UNO, as a group of States that are members it is bound by the obligations resulting from the Charter of the United Nations. The Court also rules that if, by virtue of the peremptory norm of the international law (*jus cogens*), the verification of decisions of the United Nations Security Council do not come under the jurisdictional control of the Court, the latter can indirectly verify the legality of the European Council Regulation implementing them. In effect, it states that within the framework of the fight against international terrorism, the Union can impose the freezing of funds belonging to individuals and that the contested regulation does not violate the basic rights of the claimants.

These two rulings bear a very significant interest and their importance is, undoubtedly, comparable to that of decisions C-26/62 (Van Gend and Loos) on the principle of direct applicability and C-6/64 (Costa/ENEL) on the principle of the precedence of Community law. They point out the law's hierarchy (international, Community, national) and specify conditions for their implementation. Judgement C-176/03 may make it possible to establish a European criminal law such as the constitutional treaty bears premises for.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.